



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

mutuelles

Question écrite n° 95829

## Texte de la question

M. Jean-Luc Prével attire l'attention de M. le ministre de la fonction publique sur les inquiétudes exprimées par les mutuelles de fonctionnaires. Il avait déjà posé une question écrite le 15 mars 2005 : « Les mutuelles de fonctionnaires regrettent que l'État ne participe pas, comme c'est le cas des entreprises privées, à la couverture complémentaire et que les fonctionnaires ne puissent déduire leurs cotisations mutualistes santé et prévoyance en raison du caractère facultatif de leurs couvertures complémentaires. Les mutuelles déplorent que les fonctionnaires aient à supporter seuls le financement de leur protection sociale complémentaire. La participation des employeurs privés à la protection sociale complémentaire de leurs salariés est devenue plus importante, les entreprises participant à près de 60 % au coût de la couverture santé de leurs salariés et à 75 % de la prévoyance des risques longs. Or, si l'État encourage les entreprises par des déductions fiscales, aucune obligation de négocier n'est prévue dans la fonction publique d'État, hospitalière ou territoriale. En raison du principe de l'équité, il lui demande s'il ne peut envisager de prévoir la participation de l'État dans la prise en charge partielle de la couverture complémentaire au même taux que les entreprises privées. » Le ministre avait répondu (réponse publiée au Journal officiel du 15 novembre 2005) « une enquête a été effectuée auprès de chaque département ministériel. Une mission d'audit a été ensuite confiée conjointement à l'inspection générale des finances et l'inspection générale des affaires sociales pour examiner la situation de ces mutuelles et proposer des solutions. Enfin, les propositions seront soumises à concertation des partenaires sociaux avant la fin de l'année 2005, de façon à pouvoir mettre en oeuvre un nouveau cadre juridique courant 2006 ». Il lui demande l'état des négociations et à quelle date un accord pourra être acté.

## Texte de la réponse

En ce qui concerne le secteur public, aucune disposition dans le statut général des fonctionnaires ne prévoit que l'État participe à la protection sociale complémentaire de ses agents. L'article 20 du titre 1er de ce statut énumère limitativement les éléments de rémunération susceptibles d'être versés aux fonctionnaires. Les fonctionnaires bénéficient dans ce cadre d'éléments de rémunérations spécifiques, indemnité de résidence et supplément familial. Les employeurs publics ont toutefois pu contribuer à la protection complémentaire de leurs agents à travers les aides qu'ils ont apportées aux mutuelles de fonctionnaires, telles que les subventions directes, les mises à disposition de personnels et de locaux. Le fondement juridique de ces aides se situait à l'article R. 523-2 de l'ancien code de la mutualité et dans un arrêté du 19 septembre 1962. L'article R. 523-2 précité prévoyait que « l'État peut accorder aux mutuelles constituées entre les fonctionnaires, agents et employés de l'État et les établissements publics nationaux des subventions destinées notamment à développer leur action sociale et, dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la mutualité et du ministre chargé des finances, à participer à la couverture des risques sociaux assurés par ces mutuelles ». L'arrêté du 19 septembre 1962 prévoyait notamment que les mutuelles des agents de l'État et des établissements nationaux peuvent recevoir une subvention dont le maximum est de 25 % des cotisations, sans pouvoir excéder le tiers des charges entraînées par le service des prestations. L'application de cet arrêté avait été étendue ultérieurement par circulaire aux agents de la fonction publique territoriale. La Commission européenne a

proposé en juillet 2005 à la France des mesures utiles visant à revoir l'ensemble du dispositif juridique dans lequel exercent les mutuelles et les conditions dans lesquelles elles peuvent recevoir des subventions. Suite à un recours d'une mutuelle, et de façon indépendante à l'action de la Commission européenne, le Conseil d'État a en septembre 2005 remis en cause l'arrêté du 19 septembre 1962 qui permet aux ministères d'apporter des aides aux mutuelles de fonctionnaires. Ces actions ne remettent toutefois pas en cause le principe d'une participation des employeurs publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents, mais nécessitent d'en redéfinir le cadre juridique. A cet effet, différents travaux préparatoires ont été conduits, notamment avec les services de la Commission qui a accordé le 16 mai 2006 des délais supplémentaires à la mise en oeuvre des mesures utiles qu'elle avait proposées. Un audit a été réalisé conjointement par l'inspection générale des finances et l'inspection générale des affaires sociales pour examiner la situation des mutuelles et proposer des solutions. Le ministère délégué aux collectivités territoriales a également lancé une enquête auprès des principales collectivités territoriales. Le 8 février 2006, un groupe de travail a été mis en place avec les partenaires sociaux pour assurer la concertation sur les principes d'action en matière de prestation santé et de prévoyance des agents publics, il a permis de définir les grands principes de l'action des employeurs publics. Ces travaux ont mis en évidence l'importance qu'il y avait à encourager les agents à disposer d'une prévoyance risque long et d'une protection complémentaire santé répondant aux critères de solidarité, notamment entre actifs et retraités, défendus par le monde mutualiste. Lors du congrès de la Mutualité française, le 8 juin dernier, le Président de la République a confirmé ces orientations et précisé qu'un support législatif serait donné à la protection complémentaire santé. En conséquence, un article de loi permettant aux employeurs des trois fonctions publiques de participer à la protection complémentaire de leurs agents, proposé sous forme d'amendement gouvernemental dans le cadre du projet de loi de modernisation de la fonction publique a été adopté définitivement par l'Assemblée nationale le 23 janvier dernier. Il prévoit que les employeurs publics peuvent participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents, cette participation est réservée aux contrats mettant en oeuvre des mécanismes de solidarité, notamment entre les actifs et les retraités. Les textes d'application sont actuellement soumis aux autorités de la Commission européenne de façon à pouvoir être publiés dans les tout prochains mois.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Luc Prével](#)

**Circonscription :** Vendée (1<sup>re</sup> circonscription) - Union pour la Démocratie Française

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 95829

**Rubrique :** Économie sociale

**Ministère interrogé :** fonction publique

**Ministère attributaire :** fonction publique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 30 mai 2006, page 5615

**Réponse publiée le :** 20 février 2007, page 1878